



HAL
open science

L'eau comme vecteur de compréhension des transformations sociales et religieuses d'un quartier périphérique du sud-est du Mexique (Chiapas)

Carine Chavarochette

► **To cite this version:**

Carine Chavarochette. L'eau comme vecteur de compréhension des transformations sociales et religieuses d'un quartier périphérique du sud-est du Mexique (Chiapas). *Journal des anthropologues*, 2013, *Anthropologie et eau(x)*, 132-133 (1), pp.291-315. 10.4000/jda.5011 . hal-02123437

HAL Id: hal-02123437

<https://hal.science/hal-02123437>

Submitted on 8 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

132-133 | 2013

Anthropologie et eau(x)

L'eau comme vecteur de compréhension des transformations sociales et religieuses d'un quartier périphérique du sud-est du Mexique (Chiapas)

Water as a Vehicle for Understanding Social and Religious Transformations of a Suburb Southeast of Mexico (Chiapas)

Carine Chavarochette



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5011>

DOI : 10.4000/jda.5011

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 8 juillet 2013

Pagination : 291-315

ISBN : 979-10-90923-05-8

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Carine Chavarochette, « L'eau comme vecteur de compréhension des transformations sociales et religieuses d'un quartier périphérique du sud-est du Mexique (Chiapas) », *Journal des anthropologues* [En ligne], 132-133 | 2013, mis en ligne le 08 juillet 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/5011> ; DOI : 10.4000/jda.5011

L'EAU COMME VECTEUR DE COMPRÉHENSION DES TRANSFORMATIONS SOCIALES ET RELIGIEUSES D'UN QUARTIER PÉRIPHÉRIQUE DU SUD-EST DU MEXIQUE (CHIAPAS)

Carine CHAVAROCLETTE*

L'État du Chiapas est l'un des plus pauvres et des plus indigènes¹ du Mexique. Sur une population totale de plus de quatre millions de personnes, plus d'un quart est considéré indigène par le gouvernement (recensement national de 2005²). Les principales sources de revenus de ces habitants proviennent de l'agriculture et de l'élevage. La société chiapanèque se compose en majorité d'agriculteurs mayas et métis³ bénéficiaires de terres collectives

* CREDA CNRS - UMR 7227 – 28 rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.
Courriel : carinechavaroclette@gmail.com

¹ Au Mexique comme dans les autres pays d'Amérique latine, *indígena* « indigène » est le terme couramment employé pour désigner la population que nous qualifions en France d'« indienne ». Dans ce texte, nous employons les deux termes – sans que l'un ou l'autre soit péjoratif – afin d'éviter les répétitions.

² Depuis 2000, les recensements au Mexique se fondent sur la déclaration d'être locuteur d'une langue indigène et plus récemment sur une déclaration d'auto-adscription.

³ La catégorie « métis » concerne la majorité de la population mexicaine. Le terme générique « maya » – en référence au désignant linguistique des populations – qualifie des groupes indigènes vivant principalement dans les États mexicains du Chiapas et du Yucatan (d'autres résident au Belize et au Guatemala). À l'intérieur de cet ensemble, des sous-groupes existent. Ils sont désignés par le nom de leur groupe ethnique ; dans le cas du Chiapas,

(*ejidatarios*)⁴, de petits propriétaires ainsi que de grands propriétaires, souvent éleveurs. Comme dans toute civilisation agraire, ces personnes entretiennent des relations privilégiées avec l'eau. Des divinités telluriques comme des saints catholiques sont vénérés afin de favoriser les précipitations atmosphériques annuelles et le renouvellement des sources locales. Le tissu industriel est faible et le secteur tertiaire limité à quelques services et au tourisme.

Depuis la fin du XX^e siècle, cette région est marquée par de profondes mutations sociales (migration, urbanisation) et politiques (libéralisme, désengagement de l'État, insurrection néozapatiste, militarisation) qui ont provoqué la transformation des structures familiales et foncières. San Cristóbal de Las Casas (SCLC) est l'ancienne capitale coloniale régionale, actuellement troisième ville de l'État du Chiapas, laquelle connaît une explosion urbaine depuis les années 1970 : 166 460 habitants en 2005 contre 25 700 en 1970⁵. Une croissance exponentielle alimentée en partie par les expulsions religieuses (populations mayas évangéliques expulsées par les traditionalistes catholiques) et l'exode rural (fragmentation des parcelles de terres disponibles).

Cet article interroge l'inertie des autorités municipales, de l'administration publique devant la création de système d'adduction d'eau indépendant, gérés par les habitants, dans les quartiers périphériques des grands centres urbains. Contrôler cette ressource cache en réalité des antagonismes agraires, sociaux, religieux et donc politiques, instrumentalisés par les acteurs. Les enjeux immédiats (accès et contrôle de l'eau) ont généré de nouvelles célébrations près des sources locales et des systèmes d'adduction. Cette recherche questionne ces pratiques inédites en s'appuyant sur

par exemple, ce sont les vocables Tzeltal, Tzotzil, Tojolabal ou Chol qui désignent les personnes.

⁴ L'*ejido* est une terre appartenant à l'État et affectée en usufruit à une collectivité paysanne. Jusqu'en 1992, ce droit était inaliénable.

⁵ Source : Institut national mexicain de statistiques et de géographie (INEGI).

des populations mayas-tzotzil et métisses installées en zone rurale de San Cristóbal afin de montrer en quoi l'eau est enjeu de pouvoir.

Des enquêtes de terrain réalisées en 2011 auprès de maraîchers tzotzil et métis d'une commune périphérique de la ville de SCLC ont permis la compréhension et l'analyse des pratiques rituelles tant à l'égard des divinités des sources, les *dueños del agua* ou « maîtres de l'eau », que du nouveau matériel assurant la distribution de l'eau.

À partir de l'étude des croyances et des rituels locaux à l'égard de l'eau, comment des populations indiennes et non indiennes, acteurs de la mondialisation, ancrent leurs territoires politiques et religieux. Quel partage de l'eau est institué entre la divinité et l'être humain, quelles hiérarchisations sociales sont révélées à travers les productions symboliques ? Nous examinerons tout d'abord les effets de la réforme nationale de l'eau sur les terres du volcan Huitepec. Puis nous présenterons la gestion de l'eau des agriculteurs organiques de Santa Anita Huitepec, indiens tzotzil (groupe ethnique dont la langue éponyme appartient à une subdivision de la famille linguistique maya) et métis (descendants d'Indiens et d'Européens). Enfin, nous analyserons les cérémonies s'attachant à neutraliser les divinités des sources, réalisées par ces personnes.

L'eau, un acteur multi-scalaire

Réforme de la gestion de l'eau

L'État mexicain du Chiapas concentre de forts taux de pauvreté et de marginalisation et les services publics y sont peu nombreux. Bien que cette région se révèle stratégique d'un point de vue géopolitique (nombreux cours d'eau et réserves aquifères), l'État y a restreint ses investissements. En 2000, 42% des foyers indigènes ne disposaient pas de l'eau courante (sans parler d'eau potable qui est un problème récurrent) et 70% ne bénéficiaient pas de services de traitement des eaux usées (Peña, 2004).

La loi du 2 décembre 1992 appelée encore Loi des eaux nationales a réglementé l'extraction des eaux souterraines et celle des eaux de surfaces. Elle est appliquée par la Commission nationale de l'eau (CNA), l'autorité compétente chargée d'administrer les

ressources hydrauliques du Mexique, en vue de « préserver et contrôler sa qualité ». Toutefois de nombreuses actions sont décidées selon une vieille pratique de clientélisme électoral ; c'est le cas au Chiapas. La réforme de concentration de la gestion de l'eau (amorcée dès la Constitution mexicaine de 1917 puis reconsidérée à partir de 1992) amenuise le rôle décisionnel des populations indigènes mais aussi leur droit d'usage (en fonction des us et coutumes), sur les fleuves, les lacs ou encore les puits (Peña, *op. cit.*). Les droits d'accès à l'eau potable ne sont plus codifiés par l'usage mais par des lois. Selon l'article 20, la CNA est la seule instance à pouvoir accorder les concessions d'usage de l'eau aux propriétaires des terrains qui en font la demande ; démarche administrative qui est ignorée de la majorité des habitants tzotzil, laquelle gère l'eau selon la conception d'un bien commun. L'État mexicain demeure le seul et unique propriétaire des nappes aquifères, pourtant les pratiques locales ne distinguent pas cette double propriété, celle de la terre et de l'eau se confondant. Deux conceptions s'affrontent : pour l'État, à travers la CNA, l'eau est le bien inaliénable de la nation (même en période néolibérale), pour les Tzotzil l'élément minéral est la possession du « maître de l'eau (de la source) » mais en sont les détenteurs le propriétaire du terrain⁶ (et donc de cette source) et la communauté, dépositaire de la souveraineté sur cette eau qui décide de son usage. Cette législation du partage des eaux entraîne également des relations conflictuelles. Ainsi, dans les villages indiens du Chiapas, couper l'eau s'avère être un moyen d'expulser les personnes ne partageant pas les mêmes convictions religieuses. Ainsi dans différents villages tzotzil, des catholiques ont pu détourner l'eau, interdire l'usage et l'accès aux évangéliques d'un puits communautaire ou d'une source. Sous cette pression villageoise, ces derniers ont dû abandonner leurs maisons et leurs terres et sont venus se réfugier en périphérie de San Cristóbal. Le conflit autour de l'eau peut ainsi être l'instrumentalisation de luttes religieuses et de pouvoir (Burguete Cal y Mayor, 2000).

⁶ Il s'agit ici d'un petit propriétaire privé non d'un *ejidatario*.

Les terres fertiles du volcan Huitepec : un lieu de diversité ethnique et sociale

Les terres fertiles du volcan Huitepec sont nichées sur les hauteurs de la ville de San Cristobal de Las Casas. Cinq hameaux (administrés par cette dernière) y sont regroupés sous le nom d'une localité nommée Los Alcanfores. Santa Anita Huitepec est l'un d'eux, situé sur les terres basses du volcan Huitepec à plus de 2 000 mètres d'altitude. D'après les recensements municipaux de 2007, Santa Anita Huitepec se compose de 20 familles, soit plus de 250 habitants. Les cinq hameaux regroupent environ 3 000 habitants. Santa Anita est composée de populations originaires – descendants d'anciens ouvriers agricoles (*peones*) des grands domaines de culture et d'élevage (*finca*) qui jusqu'au début du XX^e siècle (avant la réforme agraire) occupaient les terres du volcan – et de nouveaux arrivants (expulsés évangéliques).

Les populations, contrairement à d'autres villages tzotzil voisins, ne disposent pas de titres ancestraux sur leur terre, elles occupent souvent des terres nationales ; certaines familles quant à elles ont pu dès les années 1980 acheter des lots de terrains aux propriétaires des *fincas*. Parallèlement, des habitants du centre-ville ont dès les années 1970 et plus particulièrement dans les années 1980 fait construire des résidences secondaires sur les terres basses du volcan. Ainsi différents types d'occupation de l'espace coexistent. La spéculation immobilière sur ces terres s'est intensifiée dans les années 2000 et plus fortement depuis 2007 avec la création de la réserve écologique dans la zone nord du volcan. D'où l'intérêt accordé à l'élément minéral dans la zone. Celle-ci attire actuellement des urbains à la recherche de ruralité mais sur des terres situées à dix minutes en voiture du centre-ville.

Depuis 1986, une réserve privée de 155 hectares a été créée et est gérée par le collectif PRONATURA A. C. (Association civile internationale de défense de la biodiversité et de sa protection). Depuis mars 2007, 102 hectares de terre ont été déclarés par une loi fédérale de l'État du Chiapas réserve écologique du Huitepec. Située au nord de Santa Anita Huitepec, cette zone est protégée et

contrôlée par les habitants zapatistes⁷ de l'un des hameaux qui empêchent toutes personnes, dont leurs voisins, de cueillir baies ou champignons, de couper et de transporter du bois de chauffage et surtout d'utiliser l'eau des rivières pour le lavage du linge et les points d'eau de la réserve pour irriguer les terres agricoles⁸. Les habitants de Santa Anita de par leur situation géographique éloignée et la présence de nombreuses sources sur leurs terrains ne sont pas en conflit avec leurs voisins zapatistes. En revanche, des populations proches de la réserve le sont pour l'accès et l'usage de l'eau. Ces tensions témoignent en réalité d'antagonismes politiques entre le hameau zapatiste soutenu par les autorités fédérales (du Parti de la révolution démocratique, PRD) et les autres hameaux soutenus par le maire (du Parti révolutionnaire institutionnel, PRI) de SCLC⁹. Entre janvier et juillet 2008, la tension est montée d'un cran, avec d'une part une surveillance accrue de la réserve par les zapatistes et des vigiles extérieures au Huitepec (sympathisants zapatistes nationaux et étrangers) et d'autre part, avec l'empoisonnement d'une source de la réserve que la municipalité de SCLC qualifie d'acte de

⁷ Le 1^{er} janvier 1994, alors que le traité de libre-échange nord-américain entrait en vigueur, l'insurrection armée des zapatistes (en référence à l'un des héros de la Révolution mexicaine de 1910, Zapata) éclata au grand jour à San Cristóbal de Las Casas. Des Indiens, pour la plupart guidés par l'emblématique sous-commandant Marcos, s'insurgèrent contre les conditions de vie dont ils étaient victimes et clamaient leur exclusion de la société nationale. Aujourd'hui encore, des Indiens du Chiapas se revendiquent zapatistes, et d'autres personnes mexicaines ou étrangères résidant au Chiapas notamment continuent de soutenir ce mouvement – mouvement souvent nommé néozapatiste pour éviter toute confusion.

⁸ Les zapatistes en tant que gardiens de la réserve et de sa biodiversité surveillent les points d'eau à l'intérieur de cette zone ; ils refusent toute tentative d'installation de tuyaux de drainage entre la réserve et les habitations ou les parcelles cultivées situées à l'extérieur.

⁹ Le PRI, parti social-démocrate issu de la Révolution mexicaine, a gouverné le Mexique de manière ininterrompue pendant 70 ans. Le PRD est né en 1988 d'une scission avec le PRI, il se situe aujourd'hui à la gauche de celui-ci.

provocation, dont elle suspecte les zapatistes d'être les auteurs¹⁰. En effet, cette zone est un lieu de captation des eaux de pluies pour SCLC (80% de ses réserves en eau) et les nappes aquifères permettent une partie de son alimentation en eau potable. La loi garantissant la protection de ce site s'inscrit dans une politique plus large de protection de l'environnement autour de la zone urbaine. Ainsi l'alimentation en eau de la ville de SCLC dépend de la bonne gestion écologique des zapatistes et des populations du Huitepec, ville et périphérie rurale sont ainsi interdépendantes l'une de l'autre.

Les usages sociaux de l'eau à Santa Ana Huitepec



Figure 1. Village de Santa Anita Huitepec surplombant la ville de San Cristobal de Las Casas, 2011

© Carine Chavarochette

Cultures maraîchères urbaines

Des populations tzotzil et métisses exploitent des terres en zone rurale de San Cristobal de Las Casas. Les familles tzotzil

¹⁰ Cette source a bien été contaminée mais par un herbicide utilisé par tous les agriculteurs de la zone (Zarate Toledo, 2008).

vivent à Santa Ana Huitepec et y cultivent leurs parcelles ; celles métisses vivent à San Cristobal mais cultivent leurs parcelles situées à Santa Anita. L'agriculture est leur activité économique principale. Il ne s'agit pas d'une production d'aliments de base (maïs, haricots noirs, café) destinée au marché extérieur, ni d'une agriculture d'autosubsistance mais d'une agriculture diversifiée, maraîchère, labellisée organique et destinée en priorité au marché biologique du centre-ville et dont le surplus est destiné au marché dit « conventionnel » situé en dehors du centre historique et non labellisé.

En 2005, un réseau de producteurs et de consommateurs responsables pour une alimentation saine et rapprochée a créé une labellisation « culture certifiée bio » et un marché bio dans le centre-ville de SCLC, le *tianguis*¹¹, sous l'initiative d'un groupe de femmes non indiennes (mexicaines originaires ou non du Chiapas, diplômées pour la plupart du supérieur) souvent mères de jeunes enfants qui refusaient de les alimenter par des légumes et des fruits cultivés et contaminés par les eaux noires (usées) et les engrais chimiques. Elles ont donc décidé de promouvoir un marché et une agriculture organique respectueuse de la terre. Pour mener cette entreprise, ces femmes ont cherché de petits producteurs organiques proches de la ville. En 2007, l'association s'est organisée pour une « relation directe entre producteur et consommateur », et a rejoint le réseau mexicain de *tianguis* et marchés organiques. Aujourd'hui plus de 100 familles « responsables », 12 producteurs ainsi que des fromagers, des artisans en cosmétique et un café-restaurant ont rejoint cette association.

Les organisatrices du *tianguis* ne gèrent pas seulement le marché hebdomadaire, elles visitent régulièrement les différents maraîchers associés, vérifiant ainsi les techniques agricoles employées. Il s'agit ici d'une certification participative directe réalisée par les membres de l'association, c'est-à-dire les familles consommatrices et non par un organisme tiers, ce qui peut faire

¹¹ « Tianguis » est un mexicanisme dérivé du nahuatl *tianquiztl*, qui signifie « marché en plein air ».

l'objet de critiques¹². L'une des vérifications principales est de contrôler l'eau d'arrosage afin que celle-ci provienne bien d'une source et non d'eaux usées comme cela est le cas pour d'autres productions maraîchères de la périphérie de SCLC. Cette production agricole certifiée nécessite quotidiennement de l'eau et ne peut se satisfaire uniquement de l'eau de pluie contenue notamment dans des réservoirs en plastique ou en ciment et des réservoirs naturels (*ojo de aguas*). De plus, cette certification de produits non traditionnels permet de valoriser et de protéger un territoire confronté à la spéculation immobilière, à la mise en place d'une réserve écologique, à la diminution des terres collectives au profit de la privatisation des parcelles.



Figure 2. *Ojo de agua* ou réservoir naturel, 2011
© Carine Chavarochette

¹² Sur le site de l'association en juin 2012, les organisateurs précisait qu'ils effectuaient maintenant des visites bi-mensuelles sur les parcelles afin de s'assurer que les légumes vendus sur les étals du marché étaient bien issus d'une agriculture biologique. Site consulté en juin 2012 : redcomidasanaycercana.codigosur.net.

Le cas de deux familles maraîchères

Les terres du hameau de Santa Ana Huitepec sont voisines de celles de l'ancien grand domaine foncier Esquipulas. Ces parcelles disposent toutes d'un système d'irrigation de surface, les sources étant très nombreuses contrairement aux hameaux situés près de la réserve écologique. Cette localité aux marges de l'espace urbain de SCLC est partie intégrante de la municipalité ; néanmoins, elle ne bénéficie pas encore de traitement des eaux usées. L'infrastructure hydraulique du hameau se résume à un système de captation de l'eau potable à la source et aux vingt tuyaux qui y sont reliés desservant ainsi les vingt familles résidant dans la localité.



Figure 3. Les cultures maraîchères de Santa Anita Huitepec, 2011
© Carine Chavarochette

Des entretiens semi-directifs entrepris auprès de maraîchers permettent de dégager deux tendances. L'exemple de deux familles de maraîchers met en évidence ces différences.

Les deux familles soulignent qu'elles ont initié ou développé la culture biologique depuis 2007, soit depuis la création de la réserve naturelle du Huitepec et que leurs parcelles comportent des sources. La première est une famille tzotzil (seuls les grands-parents

maîtrisent encore cette langue maya), trois générations cohabitent sur le même habitat et se consacrent à la culture de salades, radis, fines herbes, oignons, tomates, etc., légumes destinés au marché bio *tianguis* de la ville de SCLC. Cette famille propriétaire de ses terres et bénéficiaire de plusieurs sources se revendique descendante d'une famille d'ouvriers agricoles de l'ancien domaine. La majeure partie de la production est écoulée les mercredis, samedis et dimanches sur ce marché, le surplus est occasionnellement vendu sur l'autre marché de la ville. Un jeune couple, Flora et Santiago, gère depuis trois ans cette production. Lui cultive une parcelle familiale attenante à la maison et travaille plusieurs demi-journées par semaine sur les terres d'un Étatsunien installé depuis plus de quarante ans au Chiapas, propriétaire d'un restaurant et d'une boulangerie-pâtisserie organiques dans le centre-ville. Ce dernier a initié très tôt la culture maraîchère biologique sur ses terres et produit également ses propres semences. À son contact, Santiago s'est initié aux techniques dites organiques (emploi d'engrais naturels, utilisation de semences certifiées sans OGM, etc.). Ce savoir-faire, il l'a ensuite appliqué sur sa parcelle. La culture de maïs, de haricot noir notamment, a été amoindrie au profit de légumes réclamés par les consommateurs – Mexicains originaires de San Cristobal, Mexicains originaires d'autres États et étrangers résidant dans cette ville, diplômés de l'enseignement supérieur. Flora quant à elle, seconde son mari sur la parcelle de terrain et se charge de vendre leur production sur le marché bio.

La seconde famille est composée de trois générations également et se définit métisse. À la différence de la première, elle ne réside pas en zone rurale mais dans le quartier de Fatima à SCLC. Seule la mère Daniela comprend et s'exprime en tzotzil – elle a été élevée dans une propriété de la région de Los Altos où les employés de ses grands-parents ne s'exprimaient qu'en tzotzil. Son mari possède un hectare de terre sur les hauteurs de Santa Anita Huitepec, qu'il cultive depuis une dizaine d'années. Ils affirment qu'ils ont « toujours fait du bio, sans le savoir » et écoulent leur production maraîchère au *tianguis* trois fois par semaine et sur le marché « conventionnel » de la ville où de nombreuses clientes sont

tzotzil. La maîtrise de cette langue lui permet de conserver chaque semaine la même clientèle. Les enfants (scolarisés) vendent, quant à eux, salades, choux, radis, tomates, fines herbes, etc., sur le marché bio trois jours par semaine.

Le commerce de l'eau

Dans la conception tzotzil, l'eau doit être partagée puisqu'elle n'est la possession de personne sinon des divinités telluriques. La législation mexicaine remet en cause ce principe et l'existence même de la loi entraîne des conflits entre usagers. Pour les Tzotzil participer à l'entretien des sources et à leur célébration justifie le droit d'usage de l'eau. Ces actes en eux-mêmes concèdent un droit juridique qui va à l'encontre de la législation mexicaine.

Les vingt familles ne disposent pas toutes de sources d'eau supplémentaires sur leur terrain. Lors des années de sécheresse et quand les réservoirs d'eau de pluie sont à sec, certaines familles vendent à leurs voisins l'eau de leur source, et cela en parfaite contradiction avec la conception tzotzil de l'eau évoquée ci-dessus. Certains terrains vendus à des « urbains » ou à des « étrangers [non Mexicains] » ne possèdent pas de puits naturel. Une des « néorurales » interrogée a précisé que son terrain n'en comportant aucun, son approvisionnement dépend des précipitations annuelles qui alimentent ses réservoirs. Toutefois, en période de sécheresse (en janvier 2011 par exemple), elle a dû acheter plusieurs dizaines de m³ d'eau à ses voisins tzotzil de Santa Anita, ces derniers bénéficiant d'une source sur leur parcelle. Ces maisons récemment construites ne disposent pas de système d'évacuation des eaux usées ni du réseau d'eau courante. Les services de la ville ne sont pas encore parvenus jusqu'ici.

Cette habitude de gérer de manière autonome les nappes aquifères, de répartir l'eau entre les habitants, se heurte aux pratiques régies par la loi. Ces usages en zone rurale témoignent de la difficile et trop rapide urbanisation de la zone, des politiques de gestion limitées, du non-assainissement comme de l'évacuation sauvage des eaux usées qui ne sont donc pas retraitées. Les communes du Huitepec bien que dépendantes de la ville de San Cristobal de Las Casas ne bénéficient ni d'aides fédérales ni

municipales pour la gestion de l'eau potable qui par conséquent demeure communautaire (dans sa conception et sa pratique) et liée aux groupes de parenté patrilinéaires.

L'eau divine

Le maître de l'eau et les habitants

La divinité tzotzil Vaxakmen a donné naissance aux puits et aux sources ; les esprits des collines appelées aussi maîtres de l'eau, secondées par les anges, attirent les pluies, se transforment en vent ou en foudre, protègent l'élément minéral, les bois et les animaux. Pour les Tzotzil la source devient l'allégorie d'un seuil qui leur permet d'entrer en communication avec les puissances gouvernant l'univers. Les festivités du 3 mai initiant la saison des pluies et des semences rendent hommage à ces divinités. Dans le calendrier maya, cette date indique le passage à la nouvelle année et le renouvellement des autorités religieuses. À Santa Anita Huitepec, Tzotzil comme non Tzotzil exercent cette charge et doivent organiser au moins une fois dans leur vie cette fête de la Santa Cruz. Si les humains ne respectent pas les rituels, les maîtres de l'eau peuvent à tout moment assécher les puits et tarir les sources. Les populations mayas-tzotzil et métisses de la région honorent donc chaque année les divinités et la source. Elles s'attirent sa protection et ses bienfaits pour pouvoir irriguer leurs cultures tout en assurant également leur consommation domestique annuelle. Ces hommes et ces femmes cherchent à influencer sur les divinités pour réguler leur économie de l'eau.

Les bénédictions destinées à solliciter la diminution des risques environnementaux ou à utiliser des éléments pour la protection du sol s'articulent à la religion catholique tout en se référant aux divinités telluriques. Il s'agit pour ces populations d'agriculteurs de solliciter une pluie abondante et le non-tarissement de la source villageoise (et familiale) afin d'obtenir de bonnes récoltes, tout en demandant parallèlement l'équilibre et le bon fonctionnement des corps humains. Ces rituels rejoignent les pétitions de pluie (présentes au Mexique comme en Amérique

latine) qui se réalisent entre les mois d'avril et de juin (Chavarochette, 2011).

La fête de la Santa Cruz et la fête de la source familiale

L'eau à Santa Anita est octroyée par les divinités auxquelles les habitants rendent donc hommage au mois de mai de manière collective puis familiale. Elle est gérée par les différents groupes de parenté responsables de l'entretien et de la construction des réservoirs, des systèmes d'adduction d'eau.

Tous les ans, les 20 familles d'agriculteurs (qu'elles soient catholiques ou non catholiques) célèbrent ensemble la fête de la *Santa Cruz* (Sainte-Croix), le 3 mai. Selon un rituel régi par des normes strictes, toutes les familles vénèrent une source située sur un terrain appartenant à un non-agriculteur (un instituteur). Grâce à un système d'irrigation de surface divisé en 20 tuyaux, cette source alimente les habitations et les parcelles cultivées des 20 familles.

Comme l'a signalé Olivia Aubriot (2004) pour les sociétés paysannes népalaises, la distribution stricte de l'eau ne répond pas ici à un « déterminisme écologique » puisque l'élément minéral est abondant dans ce lieu (contrairement à d'autres villages du Chiapas touchés par les sécheresses). La répartition égalitaire entre les familles participe à l'organisation sociale du hameau et au contrôle des relations conflictuelles. La gestion collective renvoie à des rapports de force au Chiapas qui, dans le contexte du soulèvement zapatiste, de leurs revendications de justice sociale et d'autonomie puis des réponses des gouvernements centraux et fédéraux mexicains, le plus souvent lacunaires, obligent les habitants de Santa Anita Huitepec à contenir les conflits politiques éventuels dont l'eau peut être la cristallisation.

Les activités (achats des vivres, préparation des aliments, des offrandes, nettoyage de la source et du terrain attenant, prières, etc.) sont réparties strictement entre les membres de ces 20 familles et entre les genres. Un *rezador* (prieur) *tzotzil* est choisi et rémunéré pour cette occasion par les hommes. Cette célébration s'effectue sur trois jours. Les offrandes comportent de la nourriture préparée par les femmes, des cierges, de l'eau-de-vie, de l'encens (*copal*) auxquels peuvent être ajoutés des fleurs fraîches et des branches de

pin. Les humains s'adressent aux divinités dans une relation de réciprocité.

Les femmes préparent la fête dédiée aux maîtres de l'eau selon un rituel strict régi par une attitude égalitariste. Elles se réunissent toutes quelques jours avant au marché conventionnel (non biologique) de San Cristobal de Las Casas afin d'y acheter ensemble les aliments qui seront cuisinés et consommés pendant les trois journées. Elles se répartissent équitablement les tâches : cuisine, dressage des tables, service, vaisselle. Au cours de ces journées où les hommes nettoient la source et les tuyaux d'irrigation, puis sous l'égide du prier *tzotzil*, sollicitent et remercient les divinités de l'eau, les femmes ne sont pas autorisées à participer au rituel. Elles ne peuvent qu'assister à la prière du dernier jour. Les prières adressées aux maîtres de l'eau ne contiennent pas de références morales ni ne transmettent de doctrines religieuses mais portent en elles un caractère sacré.

À l'inverse, dix jours plus tard, lors de la célébration de la source familiale, les femmes participent aux prières comme les hommes. En effet, lors de la cérémonie collective, la division des tâches entre hommes et femmes est très marquée. Les hommes veillent sur le matériel d'adduction et s'adressent directement aux divinités, les femmes sont responsables de l'élaboration des repas rituels et de ceux consommés par les participants ; en revanche lors de la seconde fête vers le 15 mai, les femmes *tzotzil* assistent aux prières et les femmes métisses organisent la célébration.

À côté de cette célébration, chaque famille disposant d'une autre source sur l'un de ses terrains effectue également, dix jours plus tard, une autre célébration dédiée cette fois-ci à la source familiale où ne participent que les membres d'une même parenté. Les familles de Flora et Santiago comme de Daniela et Martin se réunissent vers le 15 mai. Ces cérémonies familiales rendent hommage à l'élément minéral mais aussi au système d'adduction et à ses équipements comme les tuyaux transportant le liquide vital sur les terres ensemencées. Les femmes chargées de la préparation du repas familial et rituel participent aux prières encadrées par un prier *tzotzil* (différent de celui de la fête du 3 mai) que la famille

rémunère. Des amis peuvent être conviés alors que quinze jours auparavant les personnes n'étant apparentées à aucun lignage du hameau sont exclues des festivités.



Figure 4. La croix verte symbolise chez les Mayas-Tzotzil le centre du monde, à qui les fervents sollicitent l'abondance, Santa Anita Huitepec, 2011

© Carine Chavarochette

La famille de Flora et Santiago se réunit sur les terres du père de Santiago et de son oncle à une cinquantaine de mètres de leur habitation. Cette source est située sur un terrain privé appartenant aux deux frères. Il ne s'agit pas ici de terres *ejidales*, collectives et cédées en usufruit comme cela est très souvent le cas au Mexique. Les deux chefs de famille ont installé au début des années 1990 un système de canalisation permettant d'irriguer leurs terres cultivées comme d'approvisionner leurs maisons en eau potable. Ils ont installé deux canalisations se répartissant ainsi équitablement la nappe aquifère. Ce système de drainage en surface court sur plusieurs dizaines de mètres. Ils ont également construit un réservoir en ciment pouvant capter les eaux de pluies. La décentralisation forcée des compétences de l'État pousse les consommateurs urbains

et périurbains notamment, à assumer la responsabilité financière de la gestion de l'eau potable. Chaque année, les hommes de la famille entreprennent divers travaux de réfection des canalisations, voulant ainsi éviter, précisent-ils, les « déperditions d'eau ».



Figure 5. Source et canalisation, famille de Santiago, 2011
© Carine Chavarochette

La prieuse des métis

La famille de Daniela et Martin organise également sur son terrain, à la même date, une célébration selon des modalités très proches. Néanmoins, cette famille métisse qui ne s'affirme ni catholique ni évangélique ne contracte pas un prier tzotzil mais

une « prieuse-guérisseuse » qui s'adresse à la divinité de l'eau en espagnol. Les métis minoritaires par rapport aux Tzotzil préfèrent changer de langue rituelle, les fervents ne comprenant pas cette langue maya. Daniela affirme : « C'est la même prière. On leur [divinités] demande plus d'abondance, qu'elles continuent à nous donner nos petits légumes. [...] Ici comme quasiment tout le monde ne comprend pas la langue tzotzil nous recherchons plutôt une prieuse qui parle espagnol. C'est la raison. Et nous leur demandons la même chose ».

La prieuse a été contactée au marché biologique parmi les membres de l'association : « Cela fait à peu près trois ans que nous l'avons invitée et elle est venue. Cette invitation lui a plu ». Et ce sont les femmes de la famille, non les hommes, en tant qu'agricultrices qui ont fait la démarche d'organiser cette célébration familiale en choisissant une prieuse. Ces fêtes rendues au maître de la source familiale se sont développées depuis la création de l'association et l'ouverture du marché organique en 2005. La prieuse n'est pas tzotzil et ne parle pas non plus cette langue. Elle se définit comme « Mexicaine » avant tout et « respectueuse d'une agriculture saine ». Elle organise également des ateliers pour protéger la terre et l'eau comme pour améliorer la production maraîchère.

La prière destinée aux divinités telluriques n'est pas « aussi belle et longue¹³ » que celle récitée par les prieurs tzotzil mais pour Daniela elle est tout aussi efficace. La prieuse, elle-même fille d'une guérisseuse, a appris à s'adresser aux divinités en observant sa mère. Selon Daniela, elle prie « là où l'on a besoin d'elle, elle connaît les prières à adresser aux morts, aux saints catholiques, toutes les prières, oui, elle est spéciale la prieuse ».

Les prieurs officient en tant qu'agents de communication entre le monde terrestre et céleste. La place accordée à la prieuse permet de signaler la place qu'accorde la famille métisse à cette femme occupant par ailleurs des responsabilités au sein de l'association du *tianguis*. Le destin de la famille est ainsi remis entre les mains du

¹³ Expression de Daniela.

prieur tzotzil chargé du bien-être du hameau comme entre celles de la prieuse.

La réciprocité entre humains et dieux se retrouve aussi entre les habitants du hameau tout comme entre les hortultrices métisses et les organisatrices du *tianguis* par l'intermédiaire du culte de l'eau. Le choix d'une prieuse liée au marché organique renforce l'interdépendance des deux groupes mais aussi leurs liens. Les unes assurent la production puis achalandent le marché bio, les autres l'existence économique de ce marché et le contrôle des divinités donc de l'eau.

Selon Murillo (2005) et Burguete Cal y Mayor (*op. cit.*), le soulèvement zapatiste de 1994 a entraîné depuis bientôt 20 ans sur le territoire tzotzil une augmentation des célébrations et des pétitions de pluies du 3 mai, où les autorités religieuses de la confrérie ne sont plus les seules à participer¹⁴. Les actes rituels sont régis par des règles supposées traditionnelles. En fait de nouvelles règles communautaires ont été établies réclamant la présence de tous. Comme à Santa Anita Huitepec, elle est devenue collective et obligatoire. La volonté de partager équitablement les frais entre chaque groupe de parenté renvoie aux difficultés et conflits engendrés dans les villages tzotzil des années 1970-1980 où le coût financier des fêtes ruinait certaines familles lorsque le chef de famille était élu à une charge religieuse. Parallèlement d'autres familles s'enrichissaient en contrôlant les biens de consommation vendus à cette occasion et les transports collectifs permettant aux habitants des hameaux de se déplacer. Cette perversion du système de charge a participé à la conversion de certaines personnes au protestantisme puis au pentecôtisme (Robledo Hernandez, 1997). De plus, l'appartenance religieuse n'est plus un obstacle à la participation aux pétitions de pluie. En effet, Burguete Cal y Mayor (*op. cit.*) précise qu'un changement conceptuel s'est opéré chez les évangéliques urbains et périurbains. Les cérémonies liées aux divinités telluriques et particulièrement à celles de l'eau ne sont plus

¹⁴ La confrérie ou *cofradía* est une association de laïcs se consacrant au culte d'un saint patron.

perçues comme des rites païens mais comme des événements culturels tzotzil, comme une pratique culturelle parmi d'autres. Pratiques culturelles que ces personnes revendiquent à leur tour et auxquelles elles ne refusent plus de participer. Cette différenciation leur permet de ne pas entrer en contradiction avec les préceptes évangéliques qui condamnent les rituels anthropomorphiques.

Les demandes sociales et politiques zapatistes ont renforcé la présence du gouvernement mexicain au Chiapas. Cela s'est traduit par une présence militaire mais aussi d'instances publiques comme la CNA. Burguete (*ibid.*) précise que l'ancien équilibre existant pour la répartition collective de l'eau dans le territoire tzotzil s'est rompu au moment où de plus en plus de sources étaient nécessaires pour la construction des systèmes d'adduction d'eau potable. Il s'est alors créé une situation paradoxale, d'une part le gouvernement mexicain affirmait au cours du processus de paix la nécessité d'avancer dans la reconnaissance des droits d'autonomie indigène (conséquences de la ratification de la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail) et d'autre part, il introduisait en même temps dans les villages un système normatif fédéral pour le contrôle de l'eau, eau qui auparavant était gérée par les indigènes eux-mêmes.

Dans cette étude de cas, la gestion de l'eau à la fois hiérarchisée et égalitaire évite les conflits politiques et religieux. Sur le plan religieux, la majorité tzotzil impose ses rituels et son prier à la collectivité mais les familles ensuite, dans le cadre des célébrations domestiques, métisses notamment, font appel à une prieuse et permettent aux femmes de participer aux oraisons. La mise en place du marché organique affirme la nouvelle place des femmes métisses et dans une moindre mesure tzotzil, au sein de leur famille et de leur hameau. Ce sont elles le plus souvent qui sont en relation avec l'extérieur, valorisant la production biologique de leurs maris mais fréquentant également les consommateurs du marché. Leur nouveau rôle économique s'est répercuté sur leur volonté d'exercer leur pouvoir sur les rituels religieux et de négocier directement avec les divinités telluriques. Le travail rémunéré, l'activité commerciale indépendante à l'extérieur de la sphère domestique et du hameau concèdent à ces femmes une

nouvelle place au sein de leurs familles et de leur quartier. Ainsi l'activité commerciale leur permet d'accéder au pouvoir religieux, étape supplémentaire dans leur accession à l'autonomie.

Cette gestion sociale et symbolique de l'élément eau par les hortultrices renvoie aux travaux de John et Jean Comaroff (2010) sur les nouvelles formes du religieux dans les situations postcoloniales et néolibérales. Ainsi les inégalités sociales, de distribution des biens comme des savoirs mais aussi de pouvoir et de prestige dépendraient de la capacité de chaque individu à pouvoir contrôler ces flux économiques et l'appui de divinités. Le glissement des rituels de demande de pluie vers des rites plus localisés à l'égard des sources et des réservoirs temporaires d'eau au Chiapas et plus particulièrement à Santa Anita Huitepec comme les pratiques collectives supplantées par des pratiques individuelles ou strictement familiales (cadre nucléaire) s'inscrivent dans cette logique.

Conclusion

« L'eau comme langage », pour reprendre l'expression de Geneviève Bédoucha (2011), permet d'observer les changements sociaux et religieux produits par les politiques néolibérales mexicaines (développement de la propriété privée) et par le soulèvement zapatiste. Ainsi dans le cas de la famille métisse, la relation aux maîtres de l'eau s'effectue à la fois dans le cadre d'une reproduction des rituels tzotzil : nettoyage de la source, repas collectif et rituel, offrande, prières, tout en s'adaptant au contexte particulier du développement d'une « agriculture saine et partagée », concept aujourd'hui revendiqué à l'échelle mondiale. La réaction symbolique de ces personnes devant les changements induits par une nouvelle approche de l'agriculture et du mode de consommation donne aux femmes un nouveau rôle, celui d'intermédiaire direct face aux puissances telluriques. Ce contrôle des ressources naturelles et des dieux témoigne de leur nouveau statut et plus généralement du pouvoir qu'elles négocient dans la société mexicaine.

L'eau est ici un vecteur de la compréhension du politique et du religieux. À Santa Anita Huitepec se superpose une autogestion

collective de quartier et une gestion privée, familiale, liée à la propriété de la terre et aux groupes de parenté. Pourtant, ce sont les instances gouvernementales et non municipales qui exercent un droit sur l'eau au Mexique, les nappes aquifères appartenant à l'État mexicain. À Santa Anita, l'habitude de gérer et de répartir de manière autonome les nappes aquifères entre les habitants se heurte aux pratiques régies par la loi. La faiblesse des autorités municipales face à l'urbanisation comme celles de l'administration publique entraînent des systèmes d'adduction d'eau indépendants dans les quartiers périphériques et urbains, mis en place puis gérés par les habitants. Toutefois, lors des conflits pour son accès, son contrôle ou sa redistribution, les autorités municipales peuvent être sollicitées. Dans ce cas, les populations peuvent instrumentaliser des fonctionnaires ou des élus pour maintenir leur contrôle sur l'eau et inversement être instrumentalisées par les autorités politiques lors de conflits politiques régionaux voire nationaux.

L'accès à l'eau et sa gestion occasionnent de nouveaux conflits, mais son contrôle n'en est qu'un parmi d'autres. Il masque d'autres antagonismes : agraires, sociaux, religieux, politiques. Au final, ces tensions sociales témoignent d'une mauvaise répartition de l'eau, de sa redistribution, du désengagement de l'État mexicain et du clientélisme politique.

Fabienne Wateau (2001 & 2002) l'a déjà signalé pour le Portugal, le partage institué de l'eau entre les habitants de Santa Anita Huitepec révèle une nouvelle hiérarchisation sociale. Derrière les productions symboliques et l'observance des règles strictes pendant les célébrations, les horticulteurs imposent des relations de réciprocité fondées sur les groupes de parenté, marquant par là une distinction entre propriétaires de sources et non propriétaires. L'eau partagée entre tous selon les croyances et pratiques coutumières tzotzil (fête regroupant les vingt groupes de parenté) signifie la différenciation sociale, économique voire politique, pour les familles qui disposent de leur propre source et de revenus suffisants pour organiser cette seconde festivité signalant leur activité maraîchère (week-end du 15 mai). Cette richesse minérale leur

permet de développer des productions maraîchères leur assurant des revenus conséquents.

L'eau renouvelle les pratiques symboliques et perpétue les croyances ancestrales. À la fois facteur de cohésion sociale et source de conflit, l'eau est un « médiateur » qui permet d'analyser les changements sociaux, les conséquences de la mise en place des certifications biologiques pour les agriculteurs indiens et métis mexicains, le nouveau statut des femmes dans les rituels destinés aux sources et l'organisation religieuse. Passeur social, l'eau appréhende les changements sociaux chiapanèques tout en rendant compte des effets de la mondialisation.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALBORES B., BRODA J., 1995. *Graniceros, cosmovisión y meteorología indígenas de Mesoamerica*. Mexico, El Colegio Mexiquense, UNAM.

AUBRIOT O., 2004. *L'eau miroir d'une société. Irrigation paysanne au Népal*. Paris, CNRS.

BÉDOUCHA G., 2011. *Les liens de l'eau*. Versailles, Éditions Quae.

BURGUETE CAL Y MAYOR A., 2000. *Agua que nace y muere. Sistemas normativos indígenas y disputas por el agua en Chamula y Zinacantan*. Mexico, PROIMMSE-UNAM.

CHAVAROCHE TTE C., 2011. *Frontières et identités en terres mayas. Mexique-Guatemala XIX^e-XXI^e siècle*. Paris, L'Harmattan.

COMAROFF J., COMAROFF J., 1992. *Ethnography and the Historical Imagination*. Boulder, Westview Press.

COMAROFF J., COMAROFF J., 2010 [2003]. *Zombies et frontières à l'ère néolibérale. Le cas de l'Afrique du Sud post-apartheid*. Paris, Les Prairies ordinaires.

HÉMOND A., GOLOUBINOFF M., 2002. « Le chemin de croix de l'eau. Climat, calendrier agricole et religieux chez les Nahuas du Guerrero (Mexique) », in KATZ E., LAMMEL A. &

- GOLOUBINOFF M. (dir.), *Entre ciel et terre : climat et sociétés*. Paris, Ibis Press/IRD : 253-276.
- KAUFFER E. (ed), 2005. *El agua en la frontera México-Guatemala-Belice*. Mexico, UNACH/ECOSUR.
- LAMMEL A., GOLOUBINOFF M., KATZ E. (ed), 2008. *Aires y lluvias. Antropología del clima en México*. Mexico, CIESA/CEMCA/IRD.
- MURILLO D., 2005. *Encima del mar está el cerro y ahí está el Angel. Significación del agua y cosmovisión en una comunidad tzotzil*. Mexico, IMTA/Conacyt.
- ROBLEDO HERNANDEZ G., 1997. *Disidencia y religión : los expulsados de San Juan Chamula*. Tuxtla Gutiérrez, UNACH.
- PEÑA F. (coord.), 2004. *Los pueblos indígenas y el agua : desafíos del siglo XXI*. San Luis Potosi, Colegio de San Luis.
- WATEAU F., 2001. « Objet et ordre social. D'une canne de roseau à mesurer l'eau aux principes de fonctionnement d'une communauté rurale portugaise », *Terrain*, 37 : 153-161.
- WATEAU F., 2002. *Partager l'eau : Irrigation et conflits au nord-ouest du Portugal*. Paris, CNRS /MSH.
- SCHNEIER-MADANES G. (dir.), 2010. *L'eau mondialisée. La gouvernance en question*. Paris, La Découverte.
- ZARATE TOLEDO A., 2008. *Gestion del agua y conflicto en la periferia urbana de San Cristobal de Las Casas, Chiapas. El caso de Los Alcanfores*. Mémoire de maîtrise. Chiapas-Mexique, CIESAS/Sureste.

Résumé

L'urbanisation désordonnée des quartiers situés en périphérie de San Cristobal de Las Casas a entraîné la mise en place et la gestion par les habitants de systèmes d'adduction d'eau indépendants. À travers l'étude, dans un quartier, de la gestion de l'eau par les maraichers (mayas et métis), cet article interroge l'ambivalence de l'objet eau, à la fois révélateur de cohésion sociale et générateur de conflits d'autres natures (religieux, politiques, agraires, sociaux). Par ailleurs, cette étude s'intéresse aux rituels

effectués par ces personnes, plus particulièrement à ceux pratiqués par les horticultrices qui en sollicitant les bienfaits du maître de l'eau renégocient leur place au sein de la société.

Mots-clefs : eau, Mexique, pratiques religieuses, hiérarchisations sociales, agriculture organique.

Summary

Water as a Vehicle for Understanding Social and Religious Transformations of a Suburb Southeast of Mexico (Chiapas)

The urban sprawl of neighbourhoods in the outskirts of San Cristobal de Las Casas led to the establishment and management by the inhabitants of independent water supply systems. Through the study of water management by market gardeners (Mayan and mestizo) in a neighborhood, this article examines the ambivalence of the water, as an object, revealing both social cohesion and generating different kinds of conflicts (religious, political, agrarian, social). Furthermore, this study focuses on the rituals performed by these people, particularly those practised by the horticulturists who, seeking the benefits of the « Master Water », renegotiate their place within society.

Key-words: water, Mexico, religious practices, social hierarchies, organic farming.

* * *